



## Notes sur les écoutes régionales

4 au 10 novembre 2015

### FIANARANTSOA

L'organisation de la société civile dénommée Centre d'Echanges de Documentation et d'Information Interinstitutionnels ou CEDII a tenu un débat public portant sur le thème « L'élection et les fraudes électorales », la veille du **4 novembre**. Cet événement a suscité de vives réactions de la part du chroniqueur de l'émission d'analyse politique « Tafa sy Dinika » de **RFONE** qui dénonce un manque de communication flagrant entre les observateurs électoraux et les électeurs. Il s'interroge ainsi sur la raison amenant les OSC en charge de l'observation électorale à ne pas informer convenablement les citoyens par rapport à la crédibilité et la transparence des scrutins. « *Craignent-ils de ne plus bénéficier des financements des bailleurs s'ils osent dénoncer les anomalies ou existe-t-il des pressions de la part de l'Etat ?* » se demande ainsi le journaliste.

Une conférence-débat portant sur le thème « Ensemble pour plus de participation citoyenne » sera organisée par l'association Haonaso, dans le cadre de la célébration de son 15<sup>ème</sup> anniversaire, annoncent **RFONE**, **VIVA** et **RTV SOAFIA**. La rencontre, qui se tiendra à l'hôtel Zomatel, privilégie l'échange et le partage d'expériences et sera axée sur la gouvernance locale, les filières porteuses, le partenariat gagnant-gagnant, l'approche par le droit et le développement de la filière rizicole.

Le **5 novembre**, la radio **TSIRY** focalise son **Journal Parlé** de **18H30** sur le conflit opposant les populations de Manampatrana et de Fort Carnot aux exploitants miniers chinois établis dans la région. Dans la couverture de cet éventuel foyer de tension, la station a uniquement accordé la parole aux habitants de ces communes et leurs représentants sans pour autant s'impliquer dans le conflit. Ainsi, d'après le témoignage d'un Chef fokontany d'une localité particulièrement victime de la situation, les autorités locales et le tribunal de Fianarantsoa ont déjà ordonné l'arrêt de l'exploitation depuis quelques mois, mais actuellement, cela va en s'amplifiant. Il fait remarquer que l'utilisation de produits chimiques et toxiques par les Chinois dans leurs activités d'exploitation minière a fini par empoisonner les fleuves de Faraony et d'Iombina, provoquant de graves maladies auprès des populations locales. Ce Chef fokontany d'ajouter que ces exploitants miniers étrangers, peu soucieux de l'environnement, ne se contentent plus d'intoxiquer les fleuves dans leur recherche d'or mais dégradent également les terres cultivables. Il affirme avoir déjà prévenu les autorités compétentes de la situation et même, avoir sollicité une entrevue avec le ministre des Mines mais en vain. Face à l'immobilisme de l'Etat, il se demande si « ce ne sont pas les Chinois qui gouvernent Madagascar ».

**RTV SOAFIA** rapporte la tenue du Forum Interrégional Urbain, à l'Espace Royal Bateravola le 5 et 6 novembre, à l'initiative du ministère d'Etat chargé des Projets Présidentiels et de l'Aménagement du territoire, regroupant les maires, les techniciens en urbanisme et les membres de la société civile des régions Haute Matsiatra, Vakinankaratra et Atsimo Andrefana. D'après le représentant du MEPATE, Bebe Razaiarimalala, ce FIU porte essentiellement sur les thèmes de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et vise à créer des villes modernes et développées.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



La cérémonie de prestation de serment des nouveaux membres du démembrement de la Commission Electorale Nationale Indépendante à Fianarantsoa retient l'attention des médias locaux, le **6 novembre**. **RFONE** et la **RTV SOAFIA** ont accordé une large couverture à l'événement, qui s'est tenu au Tribunal de Première Instance de Tsianolondroa. Ainsi, Eliane Rafenomamonjy, Arline Ranjarisoa, Emmanuel Rakotoarimanarivo et Lalaonirina Jaël composent la commission électorale provinciale pour la capitale du Betsileo.

La radio **TSIRY** axe la principale édition de son **JP** sur la nouvelle procédure régissant l'octroi de permis de construire et de demande d'électrification. La station rapporte les propos du responsable de l'urbanisme de la Commune Urbaine de Fianarantsoa Herisololo Andrianotahiana, selon lesquels toute requête de nouveau compteur d'eau ou d'électricité à la JIRAMA doit faire l'objet d'une demande auprès de la commune au préalable. Cette nouvelle démarche vise à vérifier si le demandeur est propriétaire ou non du terrain sur lequel est bâtie la maison qui va bénéficier de l'adduction d'eau et de l'électrification, conclut le responsable. La station a également interviewé le Directeur régional de la JIRAMA concernant l'octroi des compteurs d'électricité. Il soutient ainsi que les hôpitaux, les établissements scolaires et les bâtiments religieux sont prioritaires en ce qui concerne l'octroi desdits compteurs. Ce responsable a également tenu à démentir les rumeurs selon lesquelles la JIRAMA privilégie la corruption dans la délivrance des compteurs.

Le **9 novembre**, l'émission « Tafa sy Dinika » de la **RFONE** s'est axée sur le sujet des îles Eparses. En effet, l'animateur de l'émission figure parmi les principaux protagonistes des mouvements de revendications au niveau de la ville de Fianarantsoa. Il rapporte ainsi qu'une réunion s'est tenue à Ambatomena le vendredi de la semaine passée, visant à interpeller les hauts responsables de la région Haute Matsiatra pour qu'ils réagissent et soutiennent le Président de la République dans sa démarche en vue de la restitution de ces îles à Madagascar. Le chroniqueur a appelé les autorités locales et la population à faire confiance à l'Etat dans cette « bataille » qui oppose la Grande Ile à la France. La majorité des auditeurs intervenus par téléphone ont partagé cet avis.

La **RFONE** et la radio **TSIRY** informent de l'ouverture officielle du dépôt de candidature pour les sénatoriales, qui prendra fin le 16 novembre prochain et de la prise de fonction de la Commission Electorale Provinciale de Fianarantsoa. Selon un responsable de ce démembrement de la CENI, la tenue des élections sénatoriales dans la province de Fianarantsoa constitue sa première mission, d'autant plus que ses membres bénéficieront d'une formation octroyée par les commissaires électoraux de la CENIT, qui reste d'ailleurs en charge des communales partielles.

Si la radio **TSIRY** et la **RTV SOAFIA** se sont davantage intéressées à la cérémonie d'investiture du nouveau Procureur général de Fianarantsoa, René Rakotosamimanana, qui s'est tenue à la Cour d'Appel de Besorohitra, la **RFONE** s'est, quant à elle, focalisée sur la réunion tenue par la Police nationale à l'amphithéâtre de la région Haute Matsiatra, le **10 novembre**. D'après le coordinateur général de la police nationale, le commissaire divisionnaire Martin Rasamiarivony, cette rencontre vise à recycler et à raffermir la discipline interne du corps de la police, notamment dans la lutte contre la corruption. Des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



sanctions sévères seront appliquées aux éléments qui ne respectent pas la discipline établie, explique ce responsable.

## TULEAR

Le **4 novembre**, la radio **SITENY** a largement couvert le début de la campagne de traitement et d'opération de la vessie pour les personnes souffrant d'incontinences urinaires, initiée par le Fonds des Nations Unies pour la Population dans le cadre de la lutte contre cette maladie. Selon les informations rapportées, la région Atsimo Andrefana compte près de 80 malades qui bénéficieront donc de soins, pris en charge par le FNUAP. L'organisme international assurera également le transport des malades issus des communes environnantes jusqu'au Centre Hospitalier Universitaire du chef-lieu de province tandis que le Programme Alimentaire Mondial gèrera leur restauration durant les 21 jours d'hospitalisation. La région Atsimo Andrefana a tenu à apporter sa contribution dans cette campagne en offrant des sacs de riz, des graines séchées et de l'huile.

Les premières pluies qui sont tombées l'avant-veille du **5 novembre** marquent l'arrivée de la saison estivale et donc, de la saison pluvieuse. La radio **SITENY** a ainsi rapporté les premières actions de la Commune Urbaine de Tuléar pour prévenir les inconvénients de la pluie dans la ville, reposant principalement par l'assainissement des ordures et le curage de la canalisation. Les marchés seront priorités étant donné qu'il s'agit de lieux stratégiques d'autant plus que les précipitations du 3 novembre ont déjà généré une montée des eaux dans les bas quartiers. Face à l'importance des précipitations générées par les premières pluies, le Directeur Régional des Travaux Publics a appelé, sur **TV SOATALILY**, à anticiper un éventuel effondrement de la digue de protection du fleuve Fiharena qui n'a pas bénéficié d'entretien depuis 1999. Il craint en effet que le fleuve ne déborde durant cette saison pluvieuse, en se référant notamment au volume d'eau apporté par les premières pluies, une éventualité qui aurait d'ailleurs pu survenir si l'orage s'était prolongé.

Par ailleurs, **TV SOATALILY** rapporte la réunion du Conseil municipal de la Commune Urbaine de Tuléar, qui s'est tenue la veille, en vue d'élire les membres de son bureau permanent. Ainsi, René Retovony du parti politique Hiaraka Isika a été élu président du Conseil tandis que Dédé Vita Sidison, du TOMIRA, en est le vice-président. A l'issue de son élection, le nouveau président du Conseil municipal a fait part de sa volonté et de celle des conseillers municipaux à collaborer avec l'exécutif, en l'occurrence le maire et œuvrer ensemble pour le développement de la commune urbaine.

Le **6 novembre**, la radio **SITENY** revient sur la réunion du Conseil municipal à l'issue de laquelle les membres du Bureau permanent ont été élus. Le journaliste de la station fait preuve d'une certaine prise de position, en déclarant notamment que le HVM a été déçu par les résultats du vote, du fait que les postes de président et de vice-président du Conseil municipal aient été raflés par les autres partis politiques et ce, grâce à 10 voix sur 15 votants. Malgré les mesures prises par les membres du parti présidentiel pour pouvoir « régner » au sein du Conseil municipal, le HVM n'a rien pu faire, commente le journaliste.

L'insécurité figure au centre de l'actualité, le **9 novembre**. En effet, la radio **SITENY** et la **TV SOATALILY** portent l'attention sur l'attaque d'un foyer, situé dans le quartier d'Ankilomarovahatsy,

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





par 5 bandits armés dans la soirée du samedi, aux alentours de 20h. Alors que la famille était attablée, les malfaiteurs sont entrés de force dans la maison et ont dérobé une somme de 700.000 Ariary ainsi que des objets de valeur. Prévenus par la mère de famille, qui a pu s'enfuir, les éléments des forces de l'ordre se sont lancés à la poursuite des bandits. Après des échanges de tirs, 2 des 5 bandits se sont rendus tandis que leurs comparses ont pu prendre la fuite. Le butin a pu être restitué à la famille et aucun blessé n'est à déplorer, explique le commissaire central de la ville de Tuléar. Il a profité de l'occasion pour inciter la population à toujours alerter les forces de l'ordre dans ce genre de situation.

La **TV SOATALILY** rapporte ensuite l'opération d'assainissement de la ville de Tuléar, samedi dernier, à l'initiative de la municipalité. Au micro de la station, le nouveau maire Jean Rabehaja a déclaré que les canaux d'évacuation de l'avenue Monja Jaona n'ont pas été assainis depuis 8 ans, favorisant ainsi les risques de la montée des eaux en cette saison des pluies. Le premier Magistrat de Tuléar a également tenu à souligner qu'il a tenu ses promesses électorales, vis-à-vis de l'éclairage de la ville. En effet, il fait remarquer que le centre-ville est désormais éclairé et les travaux sont en cours dans plusieurs quartiers.

La forte mobilisation de la société civile dans la capitale pour dénoncer les exactions perpétrées par les forces de l'ordre dans la partie sud de l'île, retient l'attention de la radio **SITENY** le **10 novembre**. Pour rappel, 42 associations issues des régions Anosy, Menabe, Bongolava, Ihorombe et Atsimo Andrefana se sont regroupées pour dénoncer les « actes indignes » perpétrés par les forces de l'ordre envers les populations locales, dans le cadre de l'opération de sécurisation Fahalemana.

Mise à part cette actualité nationale, la station a également accordé une couverture au projet de travaux d'élargissement et de réhabilitation du port de Tuléar, sous l'initiative de l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale de Madagascar. Les cargos et autres navires porte-conteneurs ne peuvent effectivement pas amarrer dans le port car la profondeur actuelle n'est que de 6,50 mètres du lieu d'accostage, pénalisant ainsi les activités économiques portuaires de la ville. Le coût des travaux s'élève à 5 milliards d'Ariary tandis que le marché a été attribué à la société COLAS.

## TAMATAVE

Le conflit opposant le maire de la Commune Urbaine de Toamasina à ses employés constitue un foyer de tension potentiel, qui suscite une très grande attention de la part des stations locales, en l'occurrence **RNA** et **FMA**, le **4 novembre**. Pour rappel, les employés temporaires ont fermé les portes de l'Hôtel de Ville après que le maire ait refusé de rencontrer les représentants des grévistes sous prétexte que leur « délégué » figure dans la délégation alors qu'il ne bénéficie pas du statut d'employé permanent. Empêché d'accéder à son bureau, le maire a fait appel aux forces de l'ordre, ce qui a envenimé davantage la relation entre les deux parties. Dans un souci d'approfondissement et d'impartialité, la seconde chaîne s'est enquis des avis des deux parties. Le premier adjoint au maire a ainsi affirmé l'existence d'une politisation de cette grève tandis que le personnel gréviste réclame la substitution du maire par un Président de la Délégation Spéciale.

Dans le cadre de la venue du Président de la République dans la ville du Grand port en vue de l'inauguration de l'établissement scolaire dénommé Primary School, le Chef de région et le Directeur

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



Régional de l'Education nationale ont appelé les écoles, les services déconcentrés et la population en général à venir accueillir massivement le Chef de l'Etat à l'aéroport. Cette initiative a suscité la réaction de la **RNA** qui déduit que les élèves et les fonctionnaires devront donc suspendre les cours et les services à la population afin de satisfaire le PRM. La station rapporte d'ailleurs le désarroi de ces derniers quant à la nécessité ou non de respecter « ces ordres ».

Le déplacement du Président de la République et de 4 ministres dans la ville de Tamatave reste au centre de l'actualité le **5 novembre**. Les médias locaux se sont plus particulièrement intéressés à la cérémonie officielle de remise des écharpes aux 90 maires de la région Atsinanana, qui s'est déroulée au gymnase Soavita. A cette occasion, le ministre de l'Industrie Narson Ramifidimanana a déclaré qu'une subvention à hauteur de 200 millions d'Ariary par district sera allouée par l'Etat et mise à la disposition des maires, afin de les aider dans le développement de leur commune.

L'enseignement et l'éducation étaient centre de la venue de Hery Rajaonarimampianina à Tamatave, font constater **FMA**, **RNA**, **RMA** et **TVMT**, le **6 novembre**. En effet, mise à part l'inauguration de l'établissement scolaire Primary School sis à Analakininina, il a également fait dons de lits aux étudiants de l'université de Barikadimy, tout en s'enquérant de l'avancée des travaux de réhabilitation des diverses infrastructures universitaires tandis que son épouse a procédé à la distribution de 10 000 kits scolaires, aux élèves des 21 Ecoles Primaires Publiques de la Commune Urbaine de Tamatave. L'attention a également été portée sur la brève discussion qu'ont eue le PRM et les employés grévistes de la commune, le cortège présidentiel s'étant arrêté à la vue des banderoles déployées par ces derniers sur le chemin d'Analakininina. Les médias locaux ont ainsi mis l'accent sur le discours très apaisé formulé par le maire Elysée Ratsiraka lors de la cérémonie d'inauguration et l'omission de ce sujet dans l'allocution du Président de la République.

Un énième litige foncier aboutissant à la destruction de trois habitations retient l'attention de la **RNA** le **9 novembre**. La station a mis en évidence l'existence de vices de procédures dans ce conflit dans la mesure où d'une part, le délai accordé aux occupants, se défendant d'être propriétaires des biens immobiliers concernés, ne leur permettait pas de faire une quelconque opposition et encore moins de vider les lieux. D'autre part, ce sont les maisons sises à l'adresse Lot 82 qui ont été rasées alors que la décision du tribunal concerne l'adresse Lot 90. Le député Famindra Justin a dépêché ses assistants pour intervenir par rapport à la destruction de biens.

A l'approche de la date d'ouverture de la campagne de litchis, les autorités locales ont ouvert les portes du guichet unique font remarquer **RNA** et **TVMT** le **10 novembre**, le but étant de permettre aux collecteurs de se procurer leur patente et de s'acquitter de leurs obligations fiscales, sans avoir à se précipiter. Il a également été précisé que les ristournes seront perçues par la commune à la sortie des produits tandis qu'un logiciel a été spécialement conçu pour faciliter et optimiser la centralisation des données.

## MAJUNGA

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



Le **4 novembre**, **M3TV** a accordé une importante couverture à la grogne des employés de la Commune Urbaine de Majunga face au non-paiement de leurs salaires. Un responsable a ainsi précisé que le problème réside dans la régularisation des contrats et par extension, des statuts de temporaire à permanent pour certains membres du personnel mais surtout, du manque de budget. Il déclare également que l'entière régularisation des impayés devra attendre l'année prochaine. Cependant, la commune entend procéder au paiement d'un mois de salaire afin d'aider ses employés. Au micro de la chaîne, ledit responsable a rejeté la responsabilité sur l'équipe du PDS sortant en déclarant qu'il s'agit d'un problème hérité de cette dernière.

**VIVA TV** a entrepris un micro-trottoir dans l'optique de s'enquérir de l'avis de la population majungaise sur la question délicate des îles Eparses, qui suscite actuellement de forte mobilisation au niveau national. Si quelques uns ont soutenu la nécessité de revendiquer ces territoires et interpellé le pouvoir à cet effet, nombreux ont ignoré l'existence de ces îles et par conséquent, ne sentent pas concernés par cette revendication.

L'arrestation de 3 dahalo par les éléments de la gendarmerie, dans la commune d'Amboromalandy, fait la Une des actualités locales le **5 novembre**. L'enquête de la gendarmerie a abouti à l'interpellation de ces malfaiteurs, qui avaient d'ailleurs en leur possession, des armes et des outils servant à falsifier des carnets de bovidés, parmi lesquels plusieurs faux cachets de la région Boeny. Si **M3TV** rapporte les faits sans se verser dans les commentaires, le journaliste de **VIVA TV** émet des soupçons selon lesquels les autorités locales sont derrière le trafic de bovidés qui fait rage dans la région Boeny.

Les deux stations relatent ensuite la tenue de la session extraordinaire du Conseil municipal de la Commune Urbaine de Majunga, qui étalera sur 2 jours. Session qui aura pour but d'élire les membres du bureau permanent et d'adopter le règlement intérieur.

Le **6 novembre**, **M3TV** rapporte la réunion des maires du district de Majunga II, qui s'est tenue la veille dans une mairie dudit district. Cette rencontre visait à déterminer ensemble des solutions communes et efficaces pour le développement de leur circonscription. La majorité des élus ont soutenu que le problème de l'accès à l'eau potable et à l'électricité constitue le principal frein au développement des communes rurales. Un appel a ainsi été lancé à l'endroit de l'Etat afin de se focaliser sur ce problème.

Le naufrage d'une vedette rapide dénommée Mavitrika, desservant la localité de Katsepy, survenu la veille est au centre des actualités, le **9 novembre**. D'après les informations rapportées par **M3TV** et **TVM**, 5 personnes ont péri tandis que 5 autres, reçoivent actuellement des soins à l'hôpital d'Androva. Suite à cet incident, causé par un problème technique du navire, le ministre de la Pêche et des Ressources Halieutiques, accompagné par les autorités locales, s'est rendu au chevet des rescapés et a présenté ses condoléances aux familles des victimes. Une réunion s'est ensuite tenue dans les bureaux de la commune, au cours de laquelle des résolutions ont été prises, dont l'interdiction d'opérer pour les navires ne disposant pas de certificat de navigation.

Dans le cadre du projet INCIPALS, une réunion locale impliquant les médias locaux, les autorités locales et les organisations de la société civile s'est tenue dans la ville des Fleurs, le vendredi 6 novembre. Selon



la **TVM**, cette rencontre portait sur le thème de la consolidation de la paix et a abouti à l'établissement de plusieurs recommandations, qui seront discutées lors de la « Conférence nationale » qui se tiendra dans la capitale début décembre. Elle a également permis aux trois parties prenantes de distinguer leur rôle respectif dans ce contexte.

La station nationale relate ensuite la cérémonie de prise de fonction officielle des 7 maires du district de Mitsinjo, en présence du Chef de région Boeny Saïd Ahamad Jaffar et du Préfet de région. A cette occasion, elle fait l'éloge du régime actuel, en soulignant que les pouvoirs qui se sont succédé n'ont pas réussi à réhabiliter le bureau du district de Mitsinjo, qui est en piteux état. Il a ainsi fallu attendre le régime HVM pour que cela ait lieu, commente le journaliste.

Le **10 novembre**, plusieurs téléspectateurs sont intervenus dans l'émission matinale « Famoha-mandry » de **M3TV** pour dénoncer une distribution arbitraire des moustiquaires, dans le cadre d'un projet impliquant l'organisme sanitaire PSI Madagascar et la direction régionale de la Santé. Ils accusent ainsi les chefs fokontany et certains employés de la direction régionale de tirer profit de ces moustiquaires, devant pourtant être distribués gratuitement, en les revendant. Ces plaintes ont ainsi abouti à une réunion entre les responsables du réseau pour la protection des consommateurs, les responsables des autorités sanitaires locales et les représentants des bénéficiaires. A cette occasion, il a été souligné que seules les familles inscrites convenablement auprès des fokontany peuvent bénéficier de ces moustiquaires gratuites.

## DIEGO

La tenue du mois de l'Impôt et la première réunion du COPILO constituent les principales informations rapportées par **TV VARATRAZA**, le **4 novembre**. Sous l'initiative du service fiscal d'Antsiranana, le mois de l'Impôt sera célébré du 16 novembre au 18 décembre et vise à promouvoir la fiscalité auprès de la population. Ainsi, les contribuables sont invités à s'acquitter de leur obligation fiscale durant cet événement et ce, sans que les retardataires ne fassent l'objet de pénalités. Un responsable a suggéré la réintégration des instructions civiques dans le programme scolaire ainsi qu'une importante campagne de sensibilisation afin d'informer la population du fait que les impôts constituent une obligation et non une option. Quant à la réunion du COPILO ou Comité de Pilotage, il s'agit d'un projet de la FAO, visant à promouvoir l'élevage caprin dans la région DIANA et implique 16 catégories d'acteurs du secteur de l'élevage, dont le ministère de l'Elevage, la maison de l'Agriculture, la Chambre de Commerce, les institutions de microfinance et la Commune Urbaine de Diégo Suarez

Si les médias locaux n'ont diffusé aucun programme d'information le **5 novembre**, la cérémonie de prestation de serment des 3 nouveaux membres du démembrement provincial de la CENI, qui s'est tenue au Tribunal de Première Instance, retient l'attention de **TV VARATRAZA**, le **6 novembre**. D'après le secrétaire permanent provincial de la CENI, Patrice Vigilent Horace, ils seront en charge de la préparation des élections sénatoriales au niveau de leur circonscription, d'où l'urgence de leur prise de fonction.

La station rapporte également la tenue de la conférence-débat initiée par l'Association des Journalistes Professionnels de la région, qui s'est tenue le 4 novembre dernier à l'Hôtel de la Poste de Diégo. Portant sur le thème « Réflexion sur l'éthique et la déontologie des professionnels », elle a vu la participation des

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





responsables provinciaux de l'Ordre des Journalistes mais également de l'Ordre des Avocats, des Magistrats, des Médecins, des Pharmaciens ou des Ingénieurs. Ayant pour but de revaloriser l'éthique et la déontologie des professionnels de secteurs divers, cette réunion sera tenue régulièrement.

Les faits divers composent les principales actualités traitées par TV VARATRAZA dans son programme d'information du **9 novembre**. L'incendie d'une habitation située dans le quartier de Mangarivotra, survenu la veille, a ainsi été rapporté par la station. Si aucune perte en vie humaine n'est à déplorer, le feu n'a laissé que des cendres aux occupants rescapés de la maison ayant pris feu. Un appel a ainsi été lancé par les autorités locales pour venir en aide aux sinistrés. L'attaque à main armée d'un foyer sis dans le fokontany Octroi a également retenu l'attention de la chaîne. Plusieurs bandits armés ont attaqué un domicile et ont fait main basse sur de nombreux objets de valeur ainsi qu'une importante somme d'argent. Bien qu'elles aient été alertées par le voisinage, les forces de l'ordre ne sont intervenues que très tardivement.

Le **10 novembre**, la TV VARATRAZA a prêté attention à tous les événements marquants survenus dans la ville de Diégo. Tel est entre autre le cas de l'exposition des caricatures de 50 dessinateurs de presse dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la protection des journalistes, de la commémoration des victimes de la 2<sup>nd</sup>e Guerre mondiale au cimetière des Anglais et la formation des éléments du 2<sup>nd</sup> RFI par les militaires français en matière de sécurité et d'extraction d'otages.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne